

CTL emplois du 21 janvier 2021 : du palais Bourbon à la rue des Lois, y a rien de bon pour les emplois !

Toulouse, le 18 février 2021

Comme à son habitude, la CGT Finances publiques n'assiste pas en spectateur aux comités techniques locaux mais est bien là pour porter les revendications des personnels, même si en face d'elle se trouve une hiérarchie incapable de maîtriser les sujets. Sur les questions d'emplois, année après année, les choses se compliquent, bien sûr pour les personnels avec les suppressions d'emplois qui ne cessent de progresser, mais aussi pour la direction générale ou la direction locale qui sont incapables d'expliquer quoi que ce soit !



Les suppressions d'emplois débutent à l'Assemblée nationale avec le vote du projet de loi de finances.

La déclinaison de chaque ministère est répertoriée dans ce que l'on nomme les programmes. Le programme 156 retrace les crédits de la direction générale des finances publiques (DGFIP). Il regroupe les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) de l'État et des collectivités territoriales, au paiement des dépenses publiques, et à la tenue des comptes publics. Pour le PLF 2021, il est téléchargeable ici : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/file-download/6373>

Bien qu'austère au premier abord, la lecture de ce programme est instructive, on peut y lire notamment en page 31, le schéma d'emplois de la DGFIP qui se traduit par une baisse de 1.800 ETP (emploi équivalent temps plein) .

Pour l'année 2021, l'évolution des effectifs est retracée dans les tableaux ci-après :

Hypothèse de sortie

En ETP	A+	A	B	C	Total
Départs en retraite	122	856	1 930	1 192	4 100
RDD	3	38	80	119	240
Autres départs	14	524	640	707	1 885
Total des sorties	139	1 418	2 650	2 018	6 225

Toutes catégories confondues, 6 225 départs sont prévus, dont 4 100 au titre des départs à la retraite et 240 au titre des autres départs définitifs. Ceux-ci correspondent aux radiations des cadres, décès, départs à l'extérieur ministère d'agents appartenant à une autre administration, collectivité ou établissement public accueillis au sein des départs de personnels contractuels.

Les dates moyennes de sortie sont estimées comme intervenant au mois de mai pour la catégorie A+ et en juin les catégories A, B et C.

Hypothèse d'entrées

En ETP	A+	A	B	C	Total
Primo-recrutements	4	490	822	1 624	2 940
Autres entrées	17	447	536	485	1 485
Total des entrées	21	937	1 358	2 109	4 425

Toutes catégories confondues, 4 425 entrées sont prévues, dont 2 940 primo-recrutements par voie de concours d'examen ou de contrat de plus d'un an.

La différence entre les entrées et les sorties est bien de $6.225 - 4.425 = 1.800$ emplois.

Quand on fait la différence par catégorie d'emplois, cela donne :

	A+	A	B	C	Total
Hypothèses sortie	139	1418	2650	2018	6225
Hypothèses entrée	21	937	1358	2109	4425
Total	-118	-481	-1292	91	-1800

Si on prend la catégorie C, il est annoncé un solde d'entrées positif de 91 emplois.

Mais quand on regarde les évolutions des emplois présentées dans le cadre du CTR Emplois, on voit bien qu'il y a une dichotomie entre ce qui est présenté aux députés lors du vote et son application dans

